

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2022/11/05

date de demande de retrait : 03 octobre 2022
demandeur : M. RENAudeau Jérémy
pour : construction d'une piscine
adresse terrain 69 rue de la Clairière,
JASSANS-RIOTTIER (01480)

**ARRÊTÉ DE
RETRAIT D'UNE AUTORISATION D'URBANISME
A LA DEMANDE DU BENEFICIAIRE**

Le Maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29 mars 2018 et le 30 juin 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier ;

Vu la déclaration préalable de travaux n° DP 001 194 21 000121 autorisée le 14 janvier 2022 au bénéfice M. RENAudeau Jérémy pour la construction d'une piscine sur un terrain situé 69 RUE DE LA CLAIRIERE à JASSANS-RIOTTIER (01480);

Vu la demande expresse du bénéficiaire de l'autorisation formulée le 03 octobre 2022 demandant le retrait de la déclaration préalable de travaux en cours de validité obtenue le 14 janvier 2022,

ARRÊTE

Article 1:

La déclaration préalable n° DP 001 194 21 00121 est **retraitée**.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 25 novembre 2022

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

- Cet arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, ...).
- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).